

Évolutions monétaires à la Martinique au 31 décembre 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

À l'issue de la réunion du 8 mars 2018, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs, au rythme mensuel actuel de 30 milliards d'euros, devraient être réalisés jusque fin septembre 2018 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif », à savoir « de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme ».

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

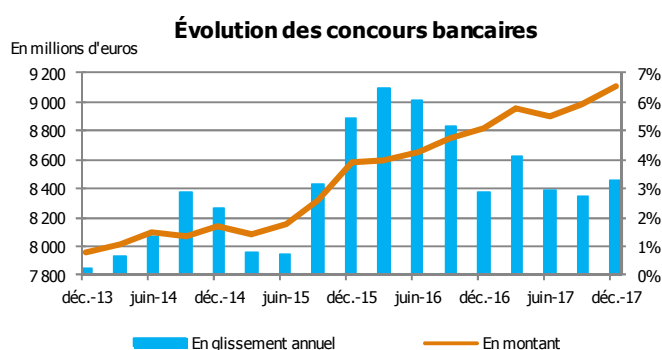
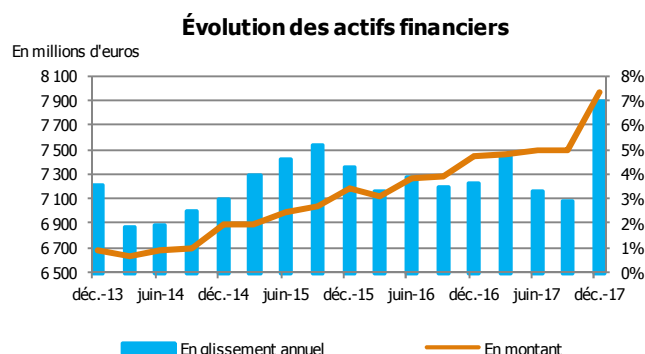
Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee – données arrêtées à la date du 28 février 2018

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI RESTE BIEN ORIENTÉE

Au second semestre 2017, dans un contexte de taux d'intérêt toujours faibles, les établissements de crédit continuent de développer leur activité de financement de l'économie. L'activité de collecte reste dynamique.

À 9,1 milliards d'euros, l'**encours sain de crédits** affiche une progression sensible de 3,3 % sur un an, après +2,9 % l'année précédente. Le financement des ménages est porté à la fois par les crédits à la consommation et par les crédits à l'habitat, tandis que l'encours des entreprises est soutenu par les crédits d'investissement et les crédits d'exploitation. Seules les collectivités locales accusent un repli global de leurs financements.

Le montant des **actifs financiers** de la place augmente à 8,0 milliards d'euros (+7,0 % sur un an¹, après +3,6 %). Les dépôts à vue connaissent une croissance forte, au détriment des placements liquides ou à court terme. Pour sa part, l'épargne à long terme continue de progresser, soutenue par les contrats d'assurance-vie.



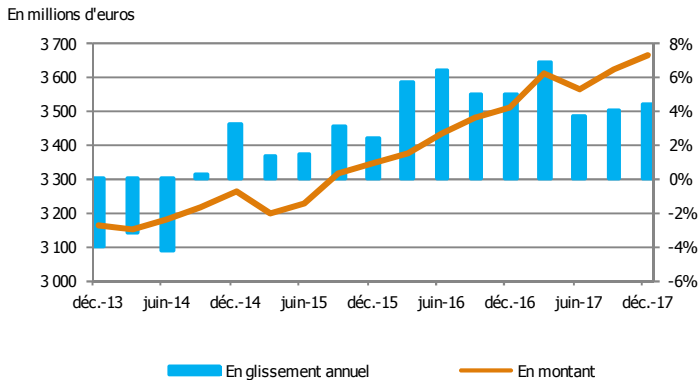
¹ Dont 2,3 % imputés à une amélioration de la classification géographique de la clientèle d'un établissement bancaire (cf. note 3 *infra*).

DES ENCOURS DE CRÉDITS QUI CONTINUENT DE PROGRESSER

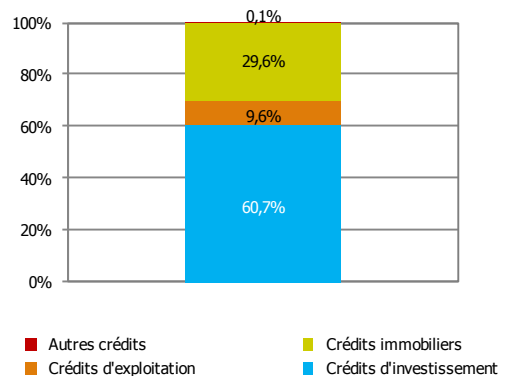
Poursuite de la croissance des crédits aux entreprises

L'encours sain de crédits aux entreprises s'inscrit en progression, à +4,4 % (contre +4,9 % à fin 2016), pour approcher les 3,7 milliards d'euros (soit 40,2 % de l'encours sain total).

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



Après un léger repli en juin, les **crédits d'investissement** repartent à la hausse au second semestre. Ainsi, ils affichent une belle progression à fin 2017, même si le rythme de croissance ralentit (+6,5 % en glissement annuel, contre +8,8 % en 2016 et +13,1 % en 2015). Ils demeurent la première composante de l'encours des entreprises (60,7 %).

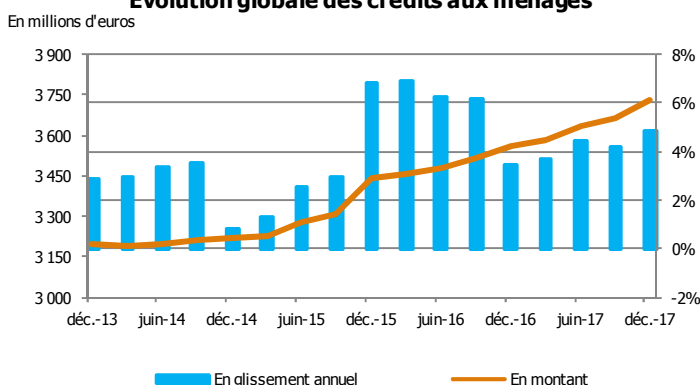
Les **crédits immobiliers**, qui avaient enregistré une hausse de 2,0 % à fin 2016, accusent un léger retrait en 2017 (-0,6 % sur un an).

À l'inverse, les **crédits d'exploitation**, stables en 2016, augmentent de façon significative en 2017 (+7,8 % sur un an, après -0,1 %). À noter que ce sont les comptes ordinaires débiteurs, c'est-à-dire les découverts, qui enregistrent cette hausse, et non les crédits de trésorerie (respectivement +50,0 % et -3,1 %).

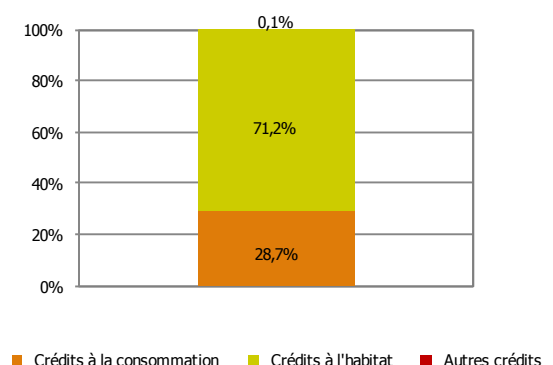
Accélération de la hausse des crédits aux ménages

À 3,7 milliards d'euros, l'encours sain de crédits aux ménages enregistre une hausse de 4,8 %, contre 3,4 % à fin 2016. Il représente 40,9 % de l'encours sain total.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Les **crédits à l'habitat**, première composante de l'encours des ménages (71,1 %), gagnent en dynamisme par rapport à l'année précédente (+3,7 % sur un an, après +2,3 %). Pour autant, le taux de croissance des crédits à l'habitat reste en deçà des niveaux atteints avant 2016 (notamment +5,6 % en 2015).

Pour leur part, les **crédits à la consommation**, repartis à la hausse depuis 2015, sont particulièrement bien orientés (+7,3 % sur un an, après +6,6 % à fin 2016). Comme observé sur les arrêtés antérieurs, les crédits de trésorerie progressent (+8,8 %), alors que les découverts et le crédit-bail se contractent (respectivement -9,6 % et -43,5 %).

Recul des crédits aux collectivités locales

Les collectivités locales constituent la seule catégorie de clientèle présentant un encours de crédits en repli, pour la deuxième année consécutive (-3,4 % sur un an, après -1,6 % à fin 2016). L'**encours sain des collectivités locales** atteint ainsi 1,2 milliard d'euros, soit 13,4 % du total.

Les **crédits d'investissement** reculent de 4,3 %, quand les **crédits d'exploitation** augmentent de 55,7 %. Ces derniers demeurent néanmoins négligeables dans l'encours des collectivités (2,6 % des financements, contre 97,4 % pour les crédits d'investissement).

Augmentation de l'encours douteux

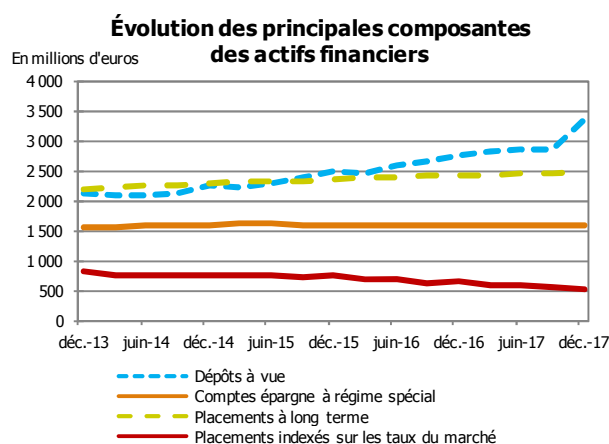
Les **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'élèvent à 548 millions d'euros à fin 2017, après 493 millions à fin 2016 (+11,2 %). La proportion de ces créances douteuses dans l'ensemble des crédits consentis par les ECIL² s'établit à 6,0 %, également en hausse (+0,4 point sur un an), allant ainsi à l'encontre de la tendance baissière observée depuis plusieurs années. Pour sa part, le **taux de provisionnement** se contracte à 53,2 % (-4,6 points sur un an).

UNE ACTIVITÉ DE COLLECTE SOUTENUE PAR LES DÉPÔTS À VUE

Le montant des **actifs financiers de la place** croît à 8,0 milliards d'euros à fin décembre. Cette augmentation, progressive et continue depuis plusieurs années, s'avère particulièrement marquée en 2017 (+7,0 % sur un an), en lien avec des changements de comptabilisation opérés par un établissement de crédit³. En neutralisant cette opération, la hausse des actifs atteint 2,5 % (après +3,6 % à fin 2016).

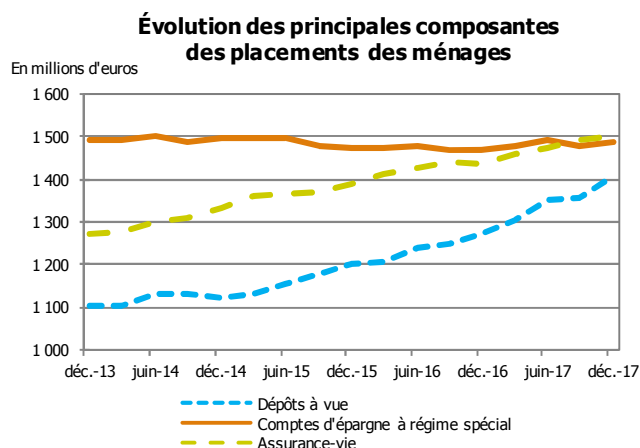
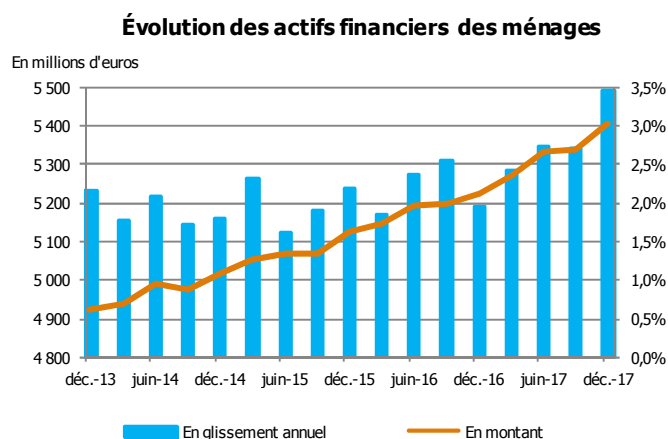
Dans un contexte de taux d'intérêt faibles, voire négatifs sur certains placements de marché, les **dépôts à vue** connaissent une croissance forte, au détriment des **placements liquides ou à court terme**.

Dans une moindre mesure, **l'épargne à long terme** demeure également bien orientée, notamment grâce aux bonnes performances de l'assurance-vie.



Nouvelle hausse de l'épargne des ménages

Avec 5,4 milliards d'euros, les **ménages** détiennent 67,9 % des actifs collectés sur la place martiniquaise. Leurs actifs progressent de 3,4 % sur un an.



Les actifs des ménages sont, depuis trois ans environ, largement tirés à la hausse par les **dépôts à vue**. Ces derniers tirent en effet profit du manque d'attractivité des principaux produits d'épargne et placements, induit par les taux bas de rémunération. En glissement annuel, les dépôts à vue des ménages progressent de 10,8 % à fin 2017.

Les **placements liquides ou à court terme** des ménages se replient de 0,8 % sur un an, les évolutions s'avérant contrastées par nature de produits. Ainsi, les placements indexés sur les taux de marché (les comptes à terme par exemple), particulièrement pénalisés, reculent de 20,0 %. En revanche, les comptes d'épargne à régime spécial demeurent bien orientés (+1,1 %), les livrets ordinaires, en particulier, retrouvant un certain dynamisme (+2,0 %).

² 6,3 % en tenant compte à la fois des ECIL et des ECNIL.

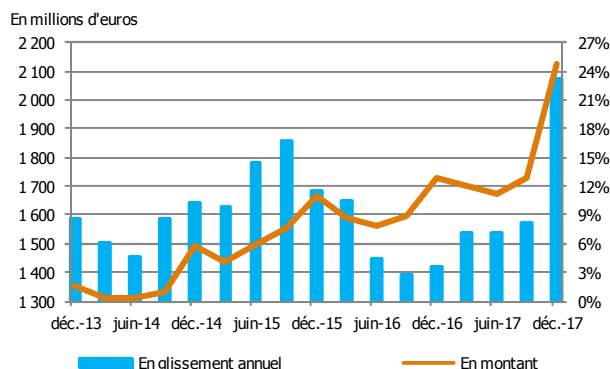
³ Un établissement a effectué des travaux d'amélioration de la classification géographique de sa clientèle, ce qui a conduit à des « rapatriements d'actifs » en Martinique (essentiellement des dépôts à vue détenus par des entreprises).

Pour sa part, **l'épargne à long terme** continue de croître (+2,4 % en glissement annuel). L'assurance-vie gagne 4,7 % et demeure l'un des placements préférés des ménages ; elle représente 27,8 % de leurs actifs, toutes maturités confondues.

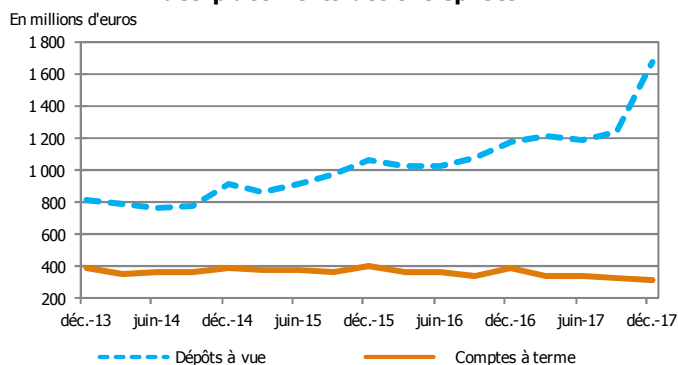
Vigueur des actifs des entreprises

En fin d'année, les **avoirs des entreprises** s'établissent à 2,1 milliards d'euros, soit 26,7 % des dépôts collectés sur la place martiniquaise. Ils progressent de 23,2 % sur un an, en lien avec les changements de comptabilisation expliqués *supra*, ayant conduit à des « rapatriements d'actifs ». En neutralisant ces modifications comptables, la hausse atteint tout de même 4,7 %.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Les **dépôts à vue** des entreprises, impactés par les changements comptables, enregistrent une hausse marquée de 42,8 % sur un an (15,4 % hors « rapatriements d'actifs »).

À l'inverse, les **placements liquides ou à court terme** continuent de chuter (-20,1 %, après -10,7 % à fin 2016). À l'instar des ménages, les placements indexés sur les taux de marché sont les produits les plus pénalisés par la baisse des taux de rémunération (-18,9 % pour les comptes créditeurs à terme, -29,8 % pour les OPCVM monétaires). Les comptes d'épargne à régime spécial s'inscrivent également en retrait sensible (-16,6 %).

L'**épargne à long terme**, quant à elle, enregistre une hausse de 1,3 %. Elle demeure peu significative sur ce segment de clientèle (2,9 % des actifs des entreprises).

Recul des avoirs des autres agents

Comme au premier semestre, les **autres agents** (administration privée, administration de sécurité sociale, etc.) constituent la seule catégorie de clientèle dont le montant des actifs est orienté à la baisse (-12,7 % sur un an). Ces derniers s'élèvent à 0,4 milliard d'euros, soit 5,3 % des dépôts collectés sur la place.

Dans le détail, les **dépôts à vue** reculent (-17,2 % après +50,2 % à fin 2016), de même que les **placements liquides ou à court terme** (-7,1 %). En revanche, **l'épargne à long terme** progresse (+10,2 %), même si sa part demeure très modérée (7,3 % des actifs des autres agents, contre 62,8 % pour les dépôts à vue et 29,9 % pour les placements liquides ou à court terme).

MÉTHODOLOGIE

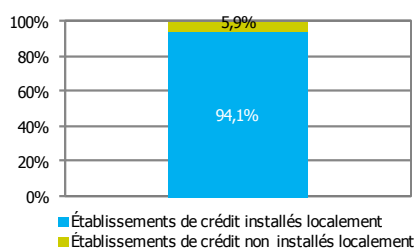
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

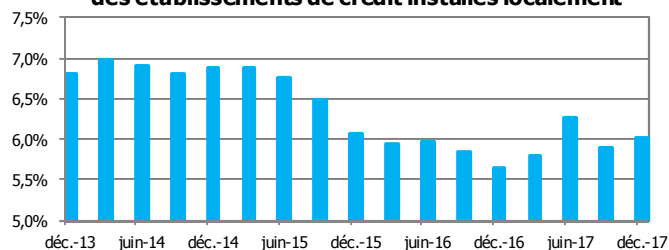
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	444,4	416,5	326,5	326,3	411,1	366,6	388,9	351,8	-4,0%	7,8%
<i>Créances commerciales</i>	19,5	18,1	17,2	16,2	14,1	18,7	18,8	16,1	-14,2%	-0,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	188,4	160,9	180,6	196,6	196,4	196,3	199,4	190,5	-3,0%	-3,1%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	39,0	36,9	39,1	39,7	39,6	40,0	39,5	40,4	1,1%	1,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	191,5	194,4	88,4	71,6	167,8	121,4	136,8	107,4	-11,5%	50,0%
<i>Affacturage</i>	45,0	43,2	40,4	41,8	32,8	30,2	33,8	37,9	25,7%	-9,3%
Crédits d'investissement	1 611,9	1 699,2	1 921,6	2 090,2	2 114,6	2 106,4	2 147,7	2 226,7	5,7%	6,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 431,7	1 508,3	1 730,0	1 884,1	1 917,2	1 900,5	1 947,3	2 011,2	5,8%	6,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	71,0	42,7	38,8	39,3	38,8	37,5	37,6	40,4	7,7%	2,7%
<i>Crédit-bail</i>	180,2	191,0	191,7	206,1	197,5	205,9	200,4	215,5	4,6%	4,5%
Crédits immobiliers	1 074,8	1 113,6	1 070,3	1 091,3	1 082,3	1 086,8	1 082,9	1 084,8	-0,2%	-0,6%
Autres crédits	33,2	35,9	26,7	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	0,8%	0,9%
Encours sain	3 164,3	3 265,2	3 345,2	3 510,2	3 610,5	3 562,3	3 621,9	3 665,8	2,9%	4,4%
Ménages										
Crédits à la consommation	857,5	853,5	936,2	997,6	1 005,5	1 035,3	1 045,7	1 070,8	3,4%	7,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	782,1	782,3	872,1	942,4	951,9	982,4	991,4	1 025,1	4,4%	8,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,7	46,9	46,4	42,6	42,3	42,8	43,8	38,5	-9,9%	-9,6%
<i>Crédit-bail</i>	27,8	24,3	17,8	12,6	11,3	10,2	10,5	7,1	-30,2%	-43,5%
Crédits à l'habitat	2 335,2	2 365,7	2 498,6	2 557,3	2 571,7	2 596,2	2 613,2	2 651,6	2,1%	3,7%
Autres crédits	0,9	0,6	4,2	1,7	1,4	2,0	1,9	4,7	139,3%	185,0%
Encours sain	3 193,6	3 219,9	3 439,0	3 556,5	3 578,5	3 633,5	3 660,7	3 727,1	2,6%	4,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	18,5	36,2	52,6	20,2	41,6	25,1	34,9	31,5	25,6%	55,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	12,9	35,6	52,5	19,6	40,6	24,0	34,0	30,7	27,7%	56,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5,6	0,6	0,0	0,6	0,2	0,0	0,1	0,2	821,7%	-68,6%
Crédits d'investissement	1 107,1	1 111,8	1 228,1	1 239,7	1 223,1	1 195,1	1 174,2	1 186,1	-0,8%	-4,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 107,1	1 111,8	1 228,0	1 239,6	1 223,1	1 195,1	1 174,2	1 186,1	-0,8%	-4,3%
<i>Crédit-bail</i>	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	3,5	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Encours sain	1 129,2	1 152,4	1 280,7	1 259,9	1 264,8	1 220,2	1 209,1	1 217,6	-0,2%	-3,4%
Autres agents										
Encours sain	463,9	499,2	512,4	496,9	503,2	490,1	497,8	501,6	2,4%	1,0%
TOTAL										
Encours sain	7 950,9	8 136,8	8 577,3	8 823,5	8 957,0	8 906,0	8 989,6	9 112,2	2,3%	3,3%
<i>dont ECNIL</i>	668,4	719,4	589,4	577,3	565,2	558,7	548,1	541,7	-3,1%	-6,2%
Créances douteuses brutes	585,2	592,1	574,7	562,8	584,7	625,8	600,6	616,5	-1,5%	9,5%
<i>dont ECIL</i>	532,3	547,3	515,0	493,1	515,9	558,5	528,9	548,2	-1,8%	11,2%
Créances douteuses nettes	273,0	263,5	278,7	277,6	295,0	334,8	307,5	324,6	-3,1%	16,9%
<i>dont entreprises</i>	170,7	154,4	154,6	134,3	153,4	196,8	166,0	169,3	-14,0%	26,0%
<i>dont ménages</i>	70,7	76,8	80,5	83,8	85,6	82,6	85,6	84,5	2,2%	0,8%
Provisions	312,1	328,6	296,0	285,2	289,6	291,0	293,2	291,9	0,3%	2,3%
Encours total	8 536,1	8 728,9	9 152,0	9 386,3	9 541,7	9 531,8	9 590,2	9 728,7	2,1%	3,6%
<i>Taux de créances douteuses brutes</i>	6,9%	6,8%	6,3%	6,0%	6,1%	6,6%	6,3%	6,3%	-0,2 pt	0,3 pt
<i>dont ECIL</i>	6,8%	6,9%	6,1%	5,6%	5,8%	6,3%	5,9%	6,0%	-0,3 pt	0,4 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	53,3%	55,5%	51,5%	50,7%	49,5%	46,5%	48,8%	47,3%	0,9 pt	-3,3 pt
<i>dont ECIL</i>	58,6%	60,0%	57,5%	57,8%	56,1%	52,1%	55,4%	53,2%	1,1 pts	-4,6 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
Entreprises	1 354,8	1 493,8	1 667,1	1 726,6	1 701,8	1 674,8	1 727,0	2 127,8	27,0%	23,2%
Dépôts à vue	812,6	920,2	1 058,8	1 169,4	1 208,7	1 184,0	1 236,6	1 669,5	41,0%	42,8%
Placements liquides ou à court terme	489,7	519,3	555,7	496,4	438,4	433,8	427,8	396,7	-8,5%	-20,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	8,4	37,5	56,3	54,9	43,5	48,6	52,1	45,8	-5,6%	-16,6%
Placements indexés sur les taux de marché	481,3	481,8	499,4	441,5	395,0	385,2	375,7	350,9	-8,9%	-20,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	391,4	391,3	408,0	385,3	346,1	337,0	328,5	312,5	-7,3%	-18,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	82,1	76,1	72,9	52,7	46,0	44,7	44,3	37,0	-17,2%	-29,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	7,7	14,4	18,5	3,5	2,9	3,5	2,9	1,3	-61,6%	-61,6%
Épargne à long terme	52,5	54,3	52,6	60,8	54,6	57,1	62,6	61,6	8,1%	1,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	19,1	19,1	19,8	26,3	25,4	27,5	33,0	31,7	15,2%	20,5%
Ménages	4 925,7	5 014,8	5 124,8	5 224,4	5 271,8	5 331,9	5 339,4	5 404,4	1,4%	3,4%
Dépôts à vue	1 104,7	1 119,8	1 200,8	1 272,0	1 302,2	1 349,0	1 358,1	1 409,7	4,5%	10,8%
Placements liquides ou à court terme	1 693,8	1 685,5	1 644,3	1 616,7	1 617,2	1 621,7	1 603,7	1 603,4	-1,1%	-0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 491,7	1 498,2	1 473,1	1 469,4	1 475,5	1 490,2	1 478,5	1 485,6	-0,3%	1,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	515,8	506,1	492,1	492,2	498,3	504,9	500,0	502,2	-0,5%	2,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	592,7	601,0	582,6	577,0	575,7	580,2	576,7	580,2	0,0%	0,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	13,6	13,3	13,5	13,7	13,5	13,4	13,2	12,8	-4,8%	-6,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	56,9	51,0	49,9	48,5	47,8	47,0	46,4	46,6	-1,0%	-3,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	193,0	209,7	222,1	228,6	231,5	236,1	234,3	237,0	0,4%	3,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	119,7	117,1	112,8	109,5	108,7	108,5	107,9	106,9	-1,5%	-2,4%
Placements indexés sur les taux de marché	202,1	187,3	171,2	147,3	141,6	131,5	125,3	117,8	-10,4%	-20,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	184,4	170,0	155,4	133,2	127,3	117,6	113,4	106,5	-9,5%	-20,0%
<i>dont bons de caisse</i>	1,0	1,2	1,1	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	-0,8%	-0,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	16,7	16,1	14,7	13,3	13,6	13,2	11,1	10,6	-19,4%	-20,5%
Épargne à long terme	2 127,1	2 209,5	2 279,7	2 335,8	2 352,5	2 361,3	2 377,6	2 391,2	1,3%	2,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	547,2	571,2	602,6	624,7	620,6	618,5	617,0	623,4	0,8%	-0,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	61,0	57,4	54,2	48,7	46,9	45,6	44,9	43,9	-3,6%	-9,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,0	5,7	6,1	7,1	7,4	7,8	9,7	8,6	10,7%	20,9%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	192,5	187,8	177,3	176,9	172,3	171,7	171,2	171,7	0,1%	-2,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	50,3	53,2	48,4	43,8	43,8	42,5	44,0	41,2	-3,1%	-6,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 271,2	1 334,3	1 391,0	1 434,6	1 461,4	1 475,2	1 490,8	1 502,3	1,8%	4,7%
Autres agents	405,8	378,0	386,3	486,7	487,4	491,3	422,9	424,7	-13,5%	-12,7%
Dépôts à vue	198,6	209,8	214,3	321,8	325,1	331,6	263,2	266,6	-19,6%	-17,2%
Placements liquides ou à court terme	185,3	143,6	146,4	136,6	133,8	130,2	128,7	127,0	-2,5%	-7,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	49,4	54,1	65,5	65,1	66,5	65,7	66,2	65,6	-0,1%	0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	135,9	89,4	80,9	71,6	67,4	64,5	62,5	61,4	-4,9%	-14,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	101,9	70,9	69,4	62,2	57,9	55,3	54,1	53,0	-4,3%	-14,8%
Épargne à long terme	21,8	24,7	25,7	28,3	28,5	29,5	30,9	31,1	5,6%	10,2%
Total actifs financiers	6 686,3	6 886,6	7 178,2	7 437,8	7 461,0	7 498,0	7 489,3	7 956,9	6,1%	7,0%
Dépôts à vue	2 116,0	2 249,8	2 473,9	2 763,2	2 836,0	2 864,5	2 857,9	3 345,8	16,8%	21,1%
Placements liquides ou à court terme	2 368,8	2 348,3	2 346,4	2 249,7	2 189,4	2 185,6	2 160,3	2 127,1	-2,7%	-5,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 549,5	1 589,9	1 594,9	1 589,4	1 585,5	1 604,5	1 596,8	1 597,1	-0,5%	0,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	553,4	577,8	588,8	584,8	579,8	586,1	581,4	555,1	-5,3%	-5,1%
<i>dont livrets A et bleus</i>	612,8	620,8	607,6	604,3	604,0	613,1	613,5	638,7	4,2%	5,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	13,6	13,3	13,5	13,7	13,5	13,4	13,2	12,8	-4,8%	-6,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	56,9	51,0	49,9	48,5	47,8	47,0	46,4	46,6	-1,0%	-3,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	193,1	209,8	222,2	228,6	231,6	236,2	234,3	237,0	0,4%	3,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	119,8	117,1	112,9	109,6	108,7	108,6	108,0	106,9	-1,5%	-2,4%
Placements indexés sur les taux de marché	819,3	758,5	751,5	660,3	603,9	581,2	563,5	530,0	-8,8%	-19,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	677,7	632,2	632,7	580,7	531,4	510,0	496,0	472,0	-7,4%	-18,7%
<i>dont bons de caisse</i>	1,7	1,2	1,2	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	-0,8%	-0,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	7,7	14,4	18,5	3,5	2,9	3,5	2,9	1,3	-61,6%	-61,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	132,2	110,7	99,1	75,4	69,0	67,0	63,8	56,0	-16,5%	-25,7%
Épargne à long terme	2 201,5	2 288,5	2 357,9	2 424,9	2 435,6	2 447,8	2 471,1	2 484,0	1,5%	2,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	547,5	571,5	602,9	625,0	621,0	618,9	617,4	623,7	0,8%	-0,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	61,1	57,5	54,3	48,8	47,0	45,7	45,0	44,0	-3,6%	-9,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,0	5,7	7,1	7,1	7,4	7,8	9,7	8,6	10,7%	20,9%
<i>dont actions</i>	73,9	75,3	78,1	82,0	82,1	83,7	84,8	87,0	4,0%	6,1%
<i>dont obligations</i>	159,2	156,3	140,4	142,7	132,8	131,5	130,5	129,7	-1,4%	-9,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	80,7	84,9	81,3	83,9	83,1	84,3	92,1	87,8	4,2%	4,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 274,0	1 337,2	1 393,8	1 435,4	1 462,2	1 476,0	1 491,6	1 503,1	1,8%	4,7%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : C. DORWLING-CARTER – Responsable de la rédaction : D. KASPER
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mai 2018